



Depuis quelques années, l'innovation jurisprudentielle et les initiatives procédurales prises par des juges espagnols ont permis de rendre concrets les principes de la juridiction universelle, et ce afin de permettre la répression des crimes contre l'humanité.

Dans cette bataille contre l'oubli et pour l'établissement de la responsabilité pénale de ceux qui ont attenté aux droits de l'Homme, le juge Baltasar Garzón, grâce à son action dans *l'affaire Pinochet*, a acquis une visibilité et une légitimité particulière dans de nombreux pays.

D'Espagne, ce juge a engagé des poursuites pour crime contre l'humanité à l'encontre de ce dictateur, lesquelles ont été validées et reconnues par les autorités judiciaires d'autres pays. Celles-ci ont d'ailleurs été à l'origine de l'ouverture d'une procédure au Chili.

Cette enquête initiée par Baltasar Garzón, par l'innovation jurisprudentielle qu'elle constitue, a trouvé un large écho dans le monde entier. Par son effet dissuasif, elle a été de nature à limiter les crimes contre l'humanité, leurs auteurs pouvant craindre d'être poursuivis dans tous les pays.

Aujourd'hui, Baltasar Garzón est poursuivi pour le délit de "prévaricación". Cette poursuite vise sa tentative de répondre à l'obligation de l'Etat espagnol d'enquêter sur les crimes contre l'humanité commis sous la dictature franquiste, et plus particulièrement les crimes de disparition forcée.

MEDEL, représentant dix-neuf organisations de magistrats européens, lui exprime sa solidarité. En effet, la procédure dirigée contre ce magistrat constitue un précédent regrettable pour tous les magistrats qui voudraient, en Europe et ailleurs, poursuivre dans cette voie courageusement tracée. MEDEL craint que ces poursuites n'entraînent une régression historique dans la lutte contre tous ceux qui ont gravement porté atteinte aux droits de l'Homme.

Rome, 30 mars 2010

Vito Monetti

Vito Monetti
Procura generale presso la Corte suprema di cassazione,
Piazza Cavour
00193 Roma - 00390668832383

Organisations membres de MEDEL : Neue Richtervereinigung (NRV) (Allemagne) ; Bundesfachausschuss Richter und Staatsanwälte in Vereinigten Dienstleistungsgewerkschaft (VER.DI) (Allemagne) ; Association Syndicale des Magistrats (ASM) (Belgique) ; Association des juges chypriotes (Chypre) ; Jueces para la democracia (JpD) (Espagne) ; Union progresista de Fiscales (UpF) (Espagne) ; Syndicat de la Magistrature (SM) (France) ; Eteria Elinon Dikastikon Litourgon Gia ti Demokratia ke tis Elefteries (Grèce) ; Magistratura democratica (Md) (Italie) ; Movimento per la Giustizia (Italie) ; IUSTITIA (Pologne) ; Association des Procureurs de Pologne (Pologne) ; Associação sindical dos Juizes Portugueses (ASJP) (Portugal) ; Sindicato dos Magistrados do Ministério Publico (SMMP) (Portugal) ; Soudcovnska České Republiky, Unie statnich zastupcu Ceske republiky (République tchèque) ; Uniunea Nationala a Judecatorilor din România (Roumanie) ; Društvo sudija Srbije (Serbie) ; YARSAV (Turquie).